

Rencontre avec la Banque mondiale à Paris le 30 janvier 2012

L'UIHJ a participé le 30 janvier 2012 à une rencontre avec Anne-Marie Leroy, vice-présidente et directrice juridique du groupe Banque mondiale, à Paris, au siège du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Créer un Davos du droit

L'objet de la réunion était de présenter le Forum mondial sur le droit, la justice et le développement qui a été institué en novembre 2011 à Washington D.C. par la Banque mondiale. Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire de l'UIHJ a participé à cette réunion. Étaient également présents des représentants du ministère des Affaires étrangères et européennes, du Service des Affaires européennes et internationales du ministère de la Justice de France, d'instituts de recherche, d'associations juridiques, ainsi que le Conseil supérieur du Notariat, des magistrats et des professeurs de droit et d'économie.

Anne-Marie Leroy a présenté la direction juridique de la Banque mondiale. Ce service comprend cent-soixante-dix juristes. M^{me} Leroy a indiqué que la Banque mondiale s'intéresse depuis plusieurs années à la coopération juridique. Pour Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, « des règles de droit efficaces, y compris le respect du droit de propriété et l'accès à la justice, demeurent fondamentales pour le développement durable ». La Banque mondiale s'intéresse en particulier aux domaines suivants : droit des familles, droit des créanciers, droit bancaire et financier, droit des télécommunications, droit du sol, droit de l'environnement, questions des réformes de la justice et des systèmes judiciaires.

Depuis deux ans, la Banque mondiale a lancé l'idée d'une conférence internationale sur le droit, la justice et le développement. L'intérêt que la communauté juridique mondiale a manifesté pour cette idée a été très grand. Si de nombreux réseaux existent, leur diffusion est parfois trop restreinte. Il n'existe pas suffisamment de lien entre eux, au plan mondial. La Banque mondiale a estimé qu'elle pouvait être le lien entre ces réseaux. Elle s'est fixé pour mission de proposer des solutions juridiques et institutionnelles innovantes aux défis du développement. C'est ainsi qu'est née l'idée d'un Forum mondial sur le droit, la justice et le développement. Ce Forum a

été institué lors d'une conférence internationale qui s'est tenue du 14 au 17 novembre 2011 à Washington DC et qui a connu un grand succès.

Le Forum mondial sur le droit, la justice et le développement est une plate-forme de connaissance et d'échanges entre professionnels avec deux objectifs :

- promouvoir une meilleure compréhension du rôle du droit et de la justice dans le processus de développement ;
- renforcer et mieux intégrer les institutions juridiques et judiciaires dans ce processus.

La Banque mondiale entend soutenir un programme de recherche et de développement qu'elle développera avec l'ensemble des partenaires du projet : universités, centres de recherche, réseaux d'experts et praticiens. Le pari est de créer un véritable « Davos du droit ».

Trois objectifs pour 2012

La construction d'une plate-forme électronique d'information et de communication de connaissances devait permettre au Forum de tirer partie des nombreuses ressources juridiques et de développement de la Banque mondiale et de tirer profit de son influence internationale pour attirer les contributions intellectuelles des leaders des pays en voie de développement et des universités. Anne-Marie Leroy a indiqué ses trois objectifs pour l'année 2012 :

- Étendre le réseau, notamment au sud, en Afrique, et en Amérique latine
- Faire en sorte que le portail soit opérationnel à la fin de l'année
- Créer un fonds fiduciaire attirant les bailleurs de fonds pour permettre au réseau de fonctionner en étant plus autonome par rapport à la Banque mondiale. Le réseau doit être le réseau de ses membres et pas celui de la Banque mondiale

« Le réseau a été conçu de manière très souple, a poursuivi la vice-présidente de la Direction

juridique de la Banque mondiale. Toute institution qui s'intéresse au droit et est prête à s'investir dans la problématique du développement est la bienvenue ».

Concernant l'investissement, il est attendu des partenaires des participations en nature. Celles-ci peuvent être des rapports intellectuels, des recherches, des locaux pour organiser des événements,...

Le réseau s'appuiera sur un portail. Ce portail comprendra une base de données de banques de données dans autant de langues que possible, les réseaux des membres (blogs, wikis, forums de discussions, collaborations en ligne), les communautés de pratiques (sous plate-forme avec des outils électroniques intelligents pour la création de connaissance et l'échange), et une partie formation en ligne.

Les participants à la réunion se sont montrés particulièrement enthousiastes à la présentation qui leur a été faite par Anne-Marie Leroy. Les propositions concrètes d'assistance ont surgi spontanément. Des échanges ont été faits. Des contacts ont été pris... Le Forum mondial sur le droit, la justice et le développement est déjà en marche. L'UIHJ entend bien y participer activement.

Meeting with the World Bank in Paris on 30 January 2012

The UIHJ participated on 30 January 2012 in a meeting with Anne-Marie Leroy, vice president and legal director of the World Bank Group, in Paris, at the Ministry of Foreign and European Affairs.

Create a Law Davos

The purpose of the meeting was to present the Global Forum on Law, Justice and Development which was established in November 2011 in Washington DC by the World Bank. Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ attended the meeting. Also present were representatives from the Ministry of Foreign and European Affairs of France, Department of European and International Affairs of the Ministry of Justice of France, research institutes, legal associations, as well as the Supreme Council of Notaries, magistrates and professors of law and economics.

Anne-Marie Leroy presented the legal department of the World Bank. This service includes 170 jurists. M^{rs} Leroy said that the World Bank has been interested for several years in legal cooperation. For Robert Zoellick, President of the World Bank, "effective rules of law, including respect for property rights and access to justice, remain fundamental for sustainable development." The World Bank is particularly attentive in the following areas: family law, creditors' rights, banking and finance law, telecommunications law, jus soli, environmental law, questions of judicial reform and judicial systems.

Two years ago, the World Bank launched the idea of an international conference on law, justice and development. The interest the global legal community has expressed to this idea was truly wholehearted. If many networks exist, they remain too discreet. There is a lack of connection between them worldwide. The World Bank estimated it could be the link between these networks. Its mission is to generate innovative legal solutions to development challenges. Thus was born the idea of a Global Forum on Law, Justice and Development. The Forum was established at an international conference held from November 14 to 17, 2011 in Washington DC which proved very successful.

The Global Forum on Law, Justice and Development is a platform of knowledge and professional

exchanges with two objectives:

- Promote a better understanding of the role of law and justice in the development process;
- Strengthen and better integrate the legal and judicial institutions in this process.

The World Bank intends to support a research and development program that will develop with all the project partners: universities, research centres, networks of experts and practitioners. The challenge is to create a true "Law Davos."

Three Goals For 2012

The construction of an electronic platform for information and communication of knowledge would allow the Forum to take advantage of the many legal resources and development of the World Bank and to take advantage of its international influence to attract intellectual contributions of leaders of developing countries and universities.

Anne-Marie Leroy mentioned her three goals for 2012:

- Extend the network, particularly in the South, Africa, and Latin America;
- Ensure that the portal is operational by the end of the year;
- Establish a trust fund attracting donors to enable the network to function by being more independent of the World Bank. The network should be the network of its members, not of the World Bank.

"The network has been designed very flexible, continued the vice-president of the Legal Department of the World Bank. Any institution that is interested in law and is ready to invest in development issues is welcome."

On commitment, in-kind contributions are expected from intellectual partner. These contributions can include intellectual work, research, providing facilities for workshops, events...

The network will be a portal. It will include a

database of databases in as many languages as possible, the members network (blogs, wikis, discussion forums, online collaborations), communities of practice (sub-platforms with smart web-enabled tools for knowledge creation and exchange), and online training.

The meeting participants were particularly enthusiastic about Anne-Marie Leroy's presentation. Concrete proposals for assistance arose spontaneously. Exchanges and contacts were made... The Global Forum on Law, Justice and Development is already underway. The UIHJ intends to participate actively.